

d'autres questions, il semble que nous devons attendre, attendre encore et attendre toujours, vu la lenteur du gouvernement.

Une des expressions qui courent ces jours-ci, monsieur l'Orateur, est intéressante: «La guerre à la misère». Le président Johnson des États-Unis a déclaré cette guerre à la pauvreté, à la misère, dans son pays. C'est un slogan, je le répète, qu'emploient beaucoup de ceux qui tiennent des discours politiques ou autres. L'expression est bonne; elle s'empare de notre imagination. Je maintiens que nous devrions faire quelque chose dans ce sens, et que la meilleure façon de nous engager dans cette guerre contre la misère serait de combler certaines lacunes dans nos lois sociales, en améliorant la situation sociale et économique de ceux qui souffrent des suites de l'indigence.

La plupart des députés connaissent le livre de Michael Harrington, *The Other America* dans laquelle il a signalé la pauvreté, la misère qui existaient dans ce pays. J'ai ici une brochure de Dwight Macdonald, intitulée: *Our invisible Poor* qui est, plus ou moins, le résumé de ce que M. Harrington expose dans son livre. M. Macdonald signale que, d'après les estimations de M. Harrington, de 40 à 50 millions de gens aux États-Unis, soit environ un quart de la population du pays, vivent dans un état d'indigence. Si c'est le cas aux États-Unis—et puisque, à presque tous les points de vues, les données relatives au Canada représentent environ 10 p. 100 de celles établies pour les États-Unis—il s'ensuit qu'il pourrait y avoir de quatre à cinq millions de Canadiens vivant dans un état de pauvreté telle que le définissent des gens comme Michael Harrington et Dwight Macdonald, définition qu'ont d'ailleurs acceptée le président Johnson et d'autres encore.

Il a paru dernièrement, dans le *Daily Star* de Toronto, un article intéressant. On le trouvera dans le numéro du samedi, 14 mars 1964. L'article avait pour titre: «Le Canada: 3,000,000 d'indigents». L'auteur est M. Albert Rose. Je donnerai lecture d'un bref passage du préambule:

Combien de pauvres y a-t-il au Canada?

Un des spécialistes les plus respectés en sciences sociales du Canada, le Docteur Albert Rose, professeur de sciences sociales à l'Université de Toronto, a dit récemment qu'il y avait peut-être 3 millions de Canadiens—soit un sur six—qui ne pouvaient se permettre le niveau d'existence minimum accepté.

Vient ensuite l'article de M. Rose. Remarquons les catégories qu'il établit pour évaluer à 3 millions le nombre des Canadiens pauvres: les chômeurs, les invalides, les veuves, les mères abandonnées avec enfants à charge, les mères célibataires avec enfants à charge,

les enfants confiés aux sociétés ou institutions d'aide à l'enfance, les aveugles et les vieillards. C'est un article très intéressant que je recommande à tous les honorables députés. J'aimerais en lire seulement un alinéa.

Jusqu'ici, au Canada, il ne s'est pas fait assez de recherches pour évaluer plus clairement l'étendue de la pauvreté. Il est raisonnable de croire que les pauvres qui vivent tant bien que mal de leur travail sont au moins deux fois plus nombreux que les vrais miséreux, soit 2 millions de personnes au bas mot. Les pauvres du Canada pourraient donc atteindre le total de 3 millions, soit une personne sur six.

C'est un tableau assez sombre, monsieur l'Orateur, et je trouve qu'il est frappant que nous soyons saisis de cette question maintenant, tandis que nous discutons le problème d'un drapeau national. L'autre jour, mon chef a dit que ce qui était très important, c'était la nature du pays sur lequel le drapeau devait flotter. Il n'est pas très réjouissant de penser au drapeau qui pourrait flotter sur un pays comme le Canada, en 1964, où, selon un grand spécialiste des questions sociales, il y a 3 millions de pauvres, peut-être davantage. Nous devons nous attaquer au problème de la pauvreté là où elle existe. Nous pouvons le faire en modifiant notre législation sur la sécurité sociale, en considérant cette question comme urgente. A bien des points de vue, nous vivons dans une société opulente. Notre productivité est grande. Nous bénéficions de l'automatisation et de la cybernétique.

L'autre jour, M. David M. Winch, professeur adjoint d'économie à l'Université d'Alberta, a émis une idée intéressante en parlant des conséquences possibles de l'automatisation pour l'économie. Il a dit que le temps était peut-être venu d'accorder à chacun une allocation minimum pour répartir les richesses parmi toute la population. On en vient peu à peu à croire qu'un jour nous devons peut-être payer des gens à ne rien faire parce que les machines auront pris notre place. Nous devons peut-être payer les gens et les inciter, par tous les moyens possibles, à se cultiver et à aider les autres.

Tout le progrès réalisé au cours de 50 à 60 ans se résume à quelques mesures d'ordre social. Nous avons à peine amorcé la tâche, compte tenu de nos besoins et de nos ressources. Si nous voulons établir un régime de sécurité sociale dont nous serons fiers, nous devons faire beaucoup plus que ce que nous avons accompli jusqu'à maintenant. C'est dans cette perspective que je présente